

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 10/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **VESSIERE RECYCLAGE**

10 Rue Berthie Albrecht  
94400 Vitry-sur-Seine

Références : 476/RAPVI/CC/IC230343  
Code AIOT : 0010000476

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement VESSIERE RECYCLAGE implanté au 24 rue des Osmeaux - ZI des Châtelets 28100 Dreux. L'inspection a été annoncée le 05/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VESSIERE RECYCLAGE
- 24 rue des Osmeaux - ZI des Châtelets 28100 Dreux
- Code AIOT : 0010000476
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Vessière Recyclage exploite des installations de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux. La société est également titulaire d'un agrément Centre VHU délivré par arrêté préfectoral du 08/10/2019.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Actions correctives en réponse aux non-conformités de la visite d'inspection du 17/06/2020 (à l'exception des demandes D1, D2, D3, D4 et D5 non abordées dans le présent rapport).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	VI du 17/06/2020 (NC2)	Sans objet
3	Prévention du risque inondation	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 4.1.1.4	VI du 17/06/2020 (NC3)	Sans objet
8	Stockage des déchets	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 5.3.4	VI du 17/06/2020 (NC8)	Sans objet
9	Installations électriques	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 8.4.2	VI du 17/06/2020 (NC9)	Sans objet
11	Entretien du séparateur d'hydrocarbures	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 4.3.4	/	Sans objet
14	Attestation de capacité	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 14 - Annexe I	/	Sans objet
15	Transfert transfrontalier de déchet	Règlement européen du 14/06/2006, article 16	VI du 17/06/2020 (D1)	Sans objet
16	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	VI du 17/06/2020 (D2 et D4)	Sans objet
17	Plan d'alerte et de secours	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	VI du 17/06/2020 (D3)	Sans objet
18	Transport et destination des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	VI du 17/06/2020 (D5)	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Formation du personnel	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 8.6.6	VI du 17/06/2020 (NC1)	Sans objet
4	Intégration dans le paysage	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 2.3.1	VI du 17/06/2020 (NC4)	Sans objet
5	Brûlage à l'air libre	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 3.1.1	VI du 17/06/2020 (NC5)	Sans objet
6	Stockage des DEEE	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 5.3.5	VI du 17/06/2020 (NC6)	Sans objet
7	Rétentions	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 5.2.2	VI du 17/06/2020 (NC7)	Sans objet
10	Audit de conformité	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 15° - annexe I	/	Sans objet
12	Valeurs limites de rejet	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 4.4.2	/	Sans objet
13	Attestation d'aptitude	Arrêté Ministériel du 13/10/2008, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous. Faute de temps, les demandes (D1, D2, D3, D4 et D5) émises à l'issue de la visite du 17/06/2020 n'ont pas été abordées lors de la présente inspection.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2019, article 8.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC1)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention [...].</p>
<b>Constats :</b> Le personnel de l'établissement a été formé au risque incendie.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (NC1) : Absence de formation du personnel au maniement des moyens de secours.  D'après les attestations de formation délivrées par l'organisme Safety Bus, il est constaté que les 4 salariés de l'établissement ont été formés à la sécurité incendie le 04/07/2022. L'exploitant précise qu'une formation de recyclage est prévue pour la fin du mois de juillet 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC2)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— [...] ;</li><li>— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé [...] implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures [...]. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li><li>— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques [...] ;</li></ul> <p>[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas justifié de la disponibilité des débits des poteaux incendie mais a justifié de la réalisation du contrôle périodique des extincteurs du site.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (NC2) : L'exploitant n'a pu justifier de la présence d'un poteau incendie fonctionnant à proximité du site. La disponibilité du ou des appareils d'incendie n'a pas été justifiée conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.
<p>En réponse à ce constat, l'exploitant mentionne la présence de 2 poteaux incendie n°15 et 72 localisés dans la rue des Osmeaux et situés à moins de 100 mètres des limites de l'établissement. D'après l'exploitant, ces appareils ont un débit respectif de 60 m<sup>3</sup> par heure. Néanmoins, les fiches relatives à des tests de débit permettant de s'assurer que ces poteaux incendie délivrent bien 60 m<sup>3</sup>/heure sous une pression de 1 bar et en fonctionnement simultané n'ont pas été fournies lors de la visite. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir les justificatifs de tests de débit des poteaux incendie réalisés par les services techniques de la ville de Dreux.</p> <p>Par ailleurs, l'installation est dotée de 25 extincteurs portatifs et 3 extincteurs sur roues qui sont notamment répartis dans les zones à risques.</p> <p>Ces extincteurs ont fait l'objet d'un contrôle périodique le 19/01/2023 par la société Ecopi.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Prévention du risque inondation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2019, article 4.1.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque inondation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC3)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations de la société VESSIERE RECUPERATION ET RECYCLAGE sont implantées en totalité en zone d'aléa important (zonage bleue) définies par le Plan de Prévention des risques d'inondation de la rivière « BLAISE » approuvé par l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 [...].</p>
<b>Constats :</b> Il est demandé à l'exploitant de fournir des éléments complémentaires afin de s'assurer que les prescriptions du PPRI sont bien prises en compte.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (NC3) : L'exploitant n'a pas pris en compte le risque inondation alors que le site se situe en totalité en zone d'aléa important (zonage bleue) définies par le Plan de Prévention des risques d'inondation de la rivière « BLAISE » approuvé par l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2005.  Lors de la visite, l'exploitant mentionne que le terrain de son établissement est surélevé de 2 mètres par rapport au niveau naturel de la parcelle en prairie adjacente à sa propriété. Il ajoute qu'un remblai est présent le long de la limite Est de son site.  L'exploitant précise par ailleurs que la société Vincent Gestion de l'eau a installé le 02/03/2023 une station de relevage des eaux du site et qui est équipée de 2 pompes. Cette station est également munie d'un système de report d'alarme avec une télésurveillance 24 h/24 h.  Néanmoins conformément au Plan de Prévention des Risques d'Inondation, il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments complémentaires en précisant notamment si l'altitude des équipements importants pour la sécurité est supérieure à la cote des plus hautes eaux connues. A défaut d'arrimage, l'exploitant devra par ailleurs démontrer que les cuves de fioul et de gasoil, les citernes de liquides inflammables sont ancrées ou arrimées et que les orifices de remplissage sont étanches et les débouchés de tuyaux d'évents placés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues. Par ailleurs, les récipients de produits susceptibles d'être polluants doivent être stockés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues. Dans le cas où le site dispose d'un système d'assainissement, il appartient à l'exploitant d'indiquer les mesures qui sont prises pour en limiter l'impact négatif. Il est également demandé à l'exploitant de fournir les procédures à suivre en cas de montée des eaux ou d'annonce de crue.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2019, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intégration dans le paysage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC4)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (NC4) : L'exploitant ne maintient pas le site dans un état de propreté satisfaisant sur la partie non-exploitée.  Le jour de la visite, l'inspection des installations classées relève que le site est maintenu en bon état de propreté y compris sur la partie incluse dans le périmètre de l'ICPE mais qui n'est pas encore exploitée. Cette zone fait actuellement l'objet de travaux de terrassement en vue de mettre en place une dalle étanche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Brûlage à l'air libre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2019, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Brûlage à l'air libre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC5)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.
<b>Constats :</b> Pas d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (NC5) : L'exploitant réalise du brûlage à l'air libre sur le site.  Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de brûlage à l'air libre ni de traces visibles de brûlage à l'air libre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Stockage des DEEE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2019, article 5.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des DEEE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC6)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation [...].
<b>Constats :</b> Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont correctement stockés.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (NC6) : Il a été constaté un stockage de frigos les uns sur les autres dans des conditions ne permettant pas d'assurer l'intégrité de ceux-ci.  L'inspection des installations classées relève que les déchets électriques et électroniques sont stockés dans des cases identifiées en fonction du type d'équipements (GEM froids...), du volume maximal de l'aire d'entreposage et de l'opération à réaliser (DEE à broyer, DEE à dépolluer...). Ces cases de stockage sont revêtues d'une dalle étanche associée à un dispositif de collecte des eaux de ruissellement. L'inspection des installations classées observe par ailleurs que les appareils contenant des fluides frigorigènes (réfrigérateurs, congélateurs) sont correctement entreposés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2019, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC7)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100% de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires [...].</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (NC7) : Il a été constaté la présence de rétention pleine et de bidons de produits dangereux dépassant des rétentions. De plus, l'exploitant n'entrepose pas l'intégralité des produits dangereux sur les rétentions.  L'inspection des installations classées constate que les produits dangereux sont entreposés dans des conteneurs associés à un dispositif de rétention. Au jour de la visite, ces rétentions ne sont pas pleines et leur capacité semble satisfaisante au regard du volume des réservoirs stockés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2019, article 5.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC8)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres [...].</p>
<b>Constats :</b> Les aires d'entreposage des déchets ferreux et métalliques ne sont pas clairement identifiées.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (NC8) : Les zones d'entreposage ne sont pas identifiées en fonction du type de déchet. L'exploitant ne dispose pas des moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). <p>A l'exception des zones de stockage de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'inspection des installations classées constate que les aires d'entreposage des déchets ferreux et métalliques ne comportent pas de signalétique permettant d'identifier le type de déchet, la nature de l'opération réalisée et le débouché éventuel.</p> <p>L'exploitant précise que les côtés latéraux des cases d'entreposage servent notamment de bornes de délimitation de la hauteur de stockage. Cette délimitation est par ailleurs matérialisée par une échelle de mesure peinte.</p> <p>En l'absence de zones d'habitation à moins de 100 mètres de l'installation, l'inspection des installations classées estime par ailleurs que la hauteur des déchets présents sur le site est inférieure à 6 mètres</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2019, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (NC9)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur [...].</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<b>Constats :</b> Les installations électriques ont été vérifiées et présentent des non-conformités. L'exploitant a mis en œuvre des actions correctives lesquelles devront être justifiées par la transmission du rapport de vérification ou de l'attestation Q18.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (NC9) : Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état. <p>Dans le cadre du contrôle périodique des installations électriques de l'établissement, la société Socotec a relevé 6 non-conformités dans son rapport n°9625C/231428 en date du 07/02/2023. En réponse à ces non-conformités, l'exploitant précise que des travaux ont été réalisés comme en atteste le bon d'intervention de la société CKD n°C2788 du 22/03/2023 présenté lors de l'inspection. Toutefois, afin de s'assurer que les installations électriques ne présentent pas de risque d'incendie et/ou d'explosion, il est demandé à l'exploitant de fournir l'attestation Q18 ou le nouveau rapport de vérification.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Audit de conformité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 15° - annexe I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Audit de conformité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité [...].</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé un audit de conformité de son installation.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente à l'inspection des installations classées le rapport d'audit de conformité de son installation établi le 31/03/2023 par l'organisme AB Certification qui n'a relevé aucune non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Entretien du séparateur d'hydrocarbures**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2019, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (D6)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>[...] Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>[...] Les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et celui-ci a fait l'objet d'un contrôle périodique. Néanmoins, le rapport de réception de fin de travaux du séparateur d'hydrocarbures n'a pas été fourni à l'inspection des installations classées.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (D6) : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de réception des travaux par l'agence de l'eau pour l'installation du séparateur d'hydrocarbures une fois en sa possession.
<p>A ce jour, l'inspection des installations classées n'a pas reçu le rapport susmentionné, la demande (D6) est donc maintenue.</p> <p>L'exploitant précise par ailleurs que, dans le cadre d'un contrat de maintenance, le séparateur d'hydrocarbures du site est nettoyé 2 fois par an. D'après la facture n°230400592 du 20/04/2023, la dernière opération d'entretien a été réalisée le 04/04/2023.</p> <p>Le bordereau de suivi des déchets n°BSD-20230405-1E45ZMQYN présenté par l'exploitant indique par ailleurs que les mélanges de déchets provenant du séparateur d'hydrocarbures (quantité de 19,7 tonnes - code 13 05 08*) ont été collectés le 06/04/2023 par la société Les Vidanges réunies SVR. Ces déchets ont été acceptés en traitement final par la société Ecopur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Valeurs limites de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2019, article 4.4.2																			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet																			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																			
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :  Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)																			
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration instantanée (mg/l)</th></tr><tr><td>MES</td><td>35</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>30</td></tr><tr><td>Pb</td><td>0,5</td></tr><tr><td>Azote Kjeldhal</td><td>30</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>5</td></tr><tr><td>Cr VI</td><td>0,1</td></tr><tr><td>Métaux totaux (somme des métaux suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)</td><td>15</td></tr></table>	Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)	MES	35	DCO	125	DBO5	30	Pb	0,5	Azote Kjeldhal	30	Hydrocarbures totaux	5	Cr VI	0,1	Métaux totaux (somme des métaux suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	15	
Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)																		
MES	35																		
DCO	125																		
DBO5	30																		
Pb	0,5																		
Azote Kjeldhal	30																		
Hydrocarbures totaux	5																		
Cr VI	0,1																		
Métaux totaux (somme des métaux suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	15																		
<b>Constats :</b> Les valeurs limites en concentration définies par l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/10/2019 sont respectées.																			
<b>Observations :</b> D'après le rapport d'analyse Qualiconsult n°R23-203 du 22/03/2023, tous les paramètres ont été analysés et les valeurs limites de concentration sont respectées :																			
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Résultats d'analyse (mg/l)</th></tr><tr><td>MES</td><td>7</td></tr><tr><td>DCO</td><td>13,2</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>4,02</td></tr><tr><td>Pb</td><td>&lt; 0,002</td></tr><tr><td>Azote Kjeldhal</td><td>3,89</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>0,17</td></tr><tr><td>Cr VI</td><td>&lt; 0,010</td></tr><tr><td>Métaux totaux</td><td>0,106</td></tr></table>	Paramètre	Résultats d'analyse (mg/l)	MES	7	DCO	13,2	DBO5	4,02	Pb	< 0,002	Azote Kjeldhal	3,89	Hydrocarbures totaux	0,17	Cr VI	< 0,010	Métaux totaux	0,106	
Paramètre	Résultats d'analyse (mg/l)																		
MES	7																		
DCO	13,2																		
DBO5	4,02																		
Pb	< 0,002																		
Azote Kjeldhal	3,89																		
Hydrocarbures totaux	0,17																		
Cr VI	< 0,010																		
Métaux totaux	0,106																		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																			

**N°13 : Attestation d'aptitude**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/10/2008, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestation d'aptitude
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'attestation d'aptitude prévue au deuxième alinéa de l'article R. 543-106 du code de l'environnement est délivrée par un organisme évaluateur certifié, à toute personne physique qui a réussi l'évaluation d'aptitude organisée selon les modalités décrites à l'annexe I du présent arrêté. Elle n'a pas de limite de validité. L'attestation d'aptitude et les compétences évaluées correspondent à une ou plusieurs catégories, telles que définies à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.
<b>Constats :</b> Trois salariés du site sont titulaires d'une attestation d'aptitude de catégorie V.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente les attestations d'aptitude à la manipulation des fluides frigorigènes de catégorie V délivrées en novembre 2022 par un organisme certificateur à 3 salariés de son établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Attestation de capacité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 14 - Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestation de capacité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.
<b>Constats :</b> L'attestation de capacité n'a pas été présentée lors de l'inspection.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que son établissement satisfait aux conditions de capacité professionnelle conformément à la prescription susvisée. L'inspection des installations classées demande donc à l'exploitant de transmettre l'attestation de capacité de catégorie V précitée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Transfert transfrontalier de déchet**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transfert transfrontalier de déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (D1)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une fois que les autorités compétentes concernées ont consenti à un transfert notifié, toutes les entreprises concernées remplissent le document de mouvement ou, en cas de notification générale, les documents de mouvement, aux points indiqués, le ou les signent et en conservent une ou des copies [...].</p>
<b>Constats :</b> La demande (D1) issue de l'inspection du 17/06/2020 n'a pas été examinée lors de la visite.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (D1) : Transmettre à l'inspection des installations classées les autorisations de transfert transfrontalier de déchet pour les batteries.  Faute de temps, l'inspection des installations classées n'a pas examiné ce point lors de la visite. La demande (D1) est maintenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 16 : Consignes d'exploitation et de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (D2 et D4)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li><li>— l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>— l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>— les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>— les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>— les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;</li><li>— les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>— la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>— les modes opératoires ;</li><li>— la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li><li>— les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li><li>— l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<b>Constats :</b> Les demandes (D2 et D4) issues de l'inspection du 17/06/2020 n'ont pas été évoquées lors de la présente visite.
<b>Observations :</b> Constats du 17/06/2020 : <ul style="list-style-type: none"><li>- D2 : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, une fiche contact à jour indiquant un numéro de téléphone et un mail générique, le numéro de téléphone et l'adresse mail d'au moins deux personnes représentant la société.</li><li>- D4 : Compléter les consignes de sécurité par les informations nécessaires.</li></ul> <p>Faute de temps, ces points n'ont pas été abordés lors de l'inspection. Les demandes (D2 et D4) sont maintenues.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 17 : Plan d'alerte et de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'alerte et de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (D3)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents [...].
<b>Constats :</b> Le plan d'alerte et de secours n'a pas été examiné lors de la visite.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (D3) : Compléter le plan d'évacuation par les informations nécessaires.  Faute de temps, ce point n'a pas été abordé lors de l'inspection. La demande (D3) est maintenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Transport et destination des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transport et destination des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2020 (D5)</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes [...] :</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li><li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li></ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li><li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li><li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li></ul>
<b>Constats :</b> La demande (D5) n'a pas été abordée lors de la présente inspection.
<b>Observations :</b> Constat du 17/06/2020 (D5) : L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs que les transporteurs et installations de destinations des déchets sont autorisés à réaliser l'activité pour laquelle ils sont sollicités.
Faute de temps, ce point n'a pas été évoqué par l'inspection des installations classées. La demande (D5) est maintenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet